



Interview avec Patrick Achi, ministre ivoirien des infrastructures économiques: «Les populations en milieu rural sont défavorisées»



En prenant une part active pour la réussite du 7^e forum international sur l'accès à l'eau potable en milieu rural (RWSN), le gouvernement de la Côte d'Ivoire nourrit des grandes attentes quant aux solutions d'ailleurs pour faire à la problématique de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales. Dans cet entretien, Patrick Achi, ministre ivoirien des infrastructures économiques revient sur les grands défis auxquels sont confrontés les pays africains et insiste sur la volonté politique indispensable pour gagner le pari d'un accès universel à l'eau des populations d'ici 2030.

On a vu le gouvernement ivoirien s'impliquer pour la réussite de ce forum qui se tient pour la première fois dans un pays francophone d'Afrique. Quelles sont vos attentes?

Comme les conférenciers l'ont dit, si le taux moyen de desserte en Côte d'Ivoire avoisine les 80%, la couverture des différentes couches de la population et au niveau géographique n'est pas toujours la même. On se rend

compte que les populations en milieu rural sont défavorisées. L'accès à l'eau potable est assez difficile. Le premier ministre l'a dit. Quand on est arrivé après la crise, la moitié des populations villageoises n'avaient pas de l'eau. Le taux de panne était aussi élevé. Vous imaginez ce que cela représente. Malgré les efforts qu'on a faits, il y a encore 30% de ces pompes qui sont en panne. Cela pose des problèmes sérieux pour lesquels, nous nous battons. L'Etat investit pour réaliser les pompes mais il faut les entretenir. Une fois que les pompes sont installées, il revient normalement aux comités de gestion dans les villages où les pompes sont réalisées, qui ont la responsabilité d'encaisser ce que donnent les populations en contrepartie de l'eau qui est servie, de faire face aux réparations. Mais, on se rend compte à la pratique que c'est difficile. L'Etat ne peut pas prendre en charge la réparation de toutes les pompes sur l'ensemble du territoire, mais en même temps les populations ne peuvent pas le faire quand elles n'ont pas les moyens. Ce n'est pas aussi évident. Quand on vient à une

conférence comme celle-là, c'est de voir quelle est l'expérience des pays d'Asie ou d'Amérique latine qui vivent les mêmes problèmes. Donc, on vient s'inspirer des expériences des autres pays pour essayer d'apporter les solutions aux problèmes similaires que nous avons.

Quels sont les autres défis liés à l'approvisionnement en eau des populations rurales en dehors de celui de l'entretien et de la maintenance des équipements?

Toutes les questions sont des préoccupations importantes. La première chose, c'est que la technologie utilisée pour les pompes manuelles est une technologie assez simple. Donc, il n'est pas concevable aujourd'hui, en 2016, que nous n'ayons pas dans nos pays, des unités qui fabriquent les pièces de rechange et qui sont capables de les monter ou les démonter. Disposer des pièces de rechange est une nécessité. Nous avons aussi fait l'expérience des fermiers. Mais, c'est que les artisans réparateurs doivent disposer de pièces de rechange. Il se fait que ces artisans ne peuvent pas préfinancer l'acquisition de stock de pièces de rechange. Deuxièmement, lorsqu'ils n'ont pas ces pièces, ce n'est pas maintenant qu'il faut les importer. Il est question d'avoir localement des unités capables de fabriquer les pièces de rechange. Il faut que l'Etat encourage et mobilise avec ses structures, le financement de ces opérateurs. Le deuxième enjeu est celui de la formation. Parce que, même si la technologie n'est pas complexe, le

milieu dans lequel on réalise ces pompes, les populations ne sont pas habituées à manipuler des infrastructures. Il faut le suivi. Ces populations vaquent à de nombreuses occupations et quand les pompes marchent, on se préoccupe peu de la fonctionnalité des pompes. On a l'impression que les pompes ne tomberont pas en panne. Et c'est quand elles tombent en panne, on court partout. On a essayé de faire l'expérience des concessionnaires depuis l'Etat central. A partir de l'Office national de l'eau potable qui s'occupe de l'eau potable en milieu rural mais on s'est heurté à certaines difficultés. La première, c'est que souvent, ce n'est pas facile de gérer de très loin. Souvent, vous suivez depuis Abidjan, et cela n'est pas efficace. Alors l'idée qui fait son chemin, c'est de savoir est-ce qu'il ne faut confier cela aux collectivités décentralisées qui sont beaucoup plus proches des populations. Mais, dans ce cas, il faut leur donner dans leur budget, les moyens de faire le suivi. C'est ce qui est actuellement en débat dans notre pays. L'autre chose, c'est qu'il faut véritablement faire en sorte que les fermiers génèrent des revenus pour que l'activité soit intéressante sans que le prix de l'eau ne soit inaccessible aux populations. Si le prix est élevé, les populations ne seront pas d'accord, et si le prix n'est pas intéressant pour le fermier, au bout d'un an ou deux, les fermiers vont abandonner l'activité.

Est-ce que vous avez espoir que d'ici 2030, les pays africains vont relever le défi de l'accès universel à l'eau pour les populations rurales comme le prévoit les Objectifs de développement durable (ODD)?

Je pense que souvent, on centre la problématique sur le finance-

ment. Mais avec notre expérience, on se rend bien compte que le financement n'est pas vraiment le problème. La question la plus importante, c'est la volonté politique. Il faut un engagement fort et marqué de l'Etat de faire en sorte que cette question soit une priorité nationale et que toutes les personnes qui

sont dans ce secteur en aient une conscience aigüe. L'Etat central, le gouvernement, les structures nationales, l'administration territoriale, les chefs de village les coopératives de femmes... tous ceux qui au quotidien ont ce besoin. On ne peut pas mettre en œuvre quelque chose sans que toutes les personnes impliquées

ne soient concernées. La responsabilité de l'Etat est de faire en sorte que cette volonté politique soit le plus largement partagée et que les solutions mises en œuvre soient suivies d'un encadrement adéquat. La deuxième chose, c'est avoir des projets prêts à être financés. Car, les bailleurs de fonds sont souvent

décidés à nous accompagner mais, il nous manque des projets bancables. Cela demande un travail de préparation et de concertation. Je suis convaincu que dans 15 ans, nous allons relever le défi.

**Propos recueillis par
Alain TOSSOUNON**

FINANCEMENT DU SECTEUR DE L'EAU: seuls les pays ayant des projets professionnels d'approvisionnement d'eau en zone rurale peuvent bénéficier des financements de la BAD.



Ecrit par Isaiah Esipisu

Pour avoir le quitus de financement de la Banque Africaine de Développement en matière d'approvisionnement d'eau en zone rurale, les gouvernements africains devront disposer de projets de services d'eau et d'assainissement en milieu rural avec les équipements pour l'exploitation et l'entretien des infrastructures.

Dans sa présentation au Forum RWSN tenu à Abidjan, Sering Jallow de la Banque Africaine de Développement s'est penché sur une préoccupation de plusieurs leaders africains qui généralement priorisent les projets d'intérêt politique, ignorant ainsi d'importants projets qui comporte de nombreux avantages pour leurs populations.

Le conférencier a dit que «les pays soumettent généralement des projets sur les services d'eau et d'assainissement parce que ceux-ci sont plus visibles et par conséquent, politiquement bénéfiques».

La BAD met en œuvre un projet dénommé Initiative de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural (RWSSI) pour accompagner les projets et programmes d'eau et d'assainissement en milieu rural.

Le financement de la Banque prend en charge les activités d'investissement, le renforcement des processus et systèmes du secteur, mais aussi le plaidoyer et le développement des connaissances.

Le dernier rapport montre que parmi les partenaires au développement, la BAD a déboursé un montant total de 35,5 millions d'EUROS dans le cadre de l'initiative RWSSI pour accompagner des projets d'eau et d'assainissement en Ouganda, au Soudan, Guinée, Libéria et Sierra Léone à l'horizon 2015.

Mais la banque insiste désormais sur la nécessité de mettre en place et en œuvre des projets durables.

Jallow a poursuivi en ces termes: «certes, les politiques sont indispensables mais il faut aussi disposer des capacités idoines pour la mise en œuvre et la gestion des projets qui impliquent les populations rurales et le secteur privé».

Il a relevé que souvent, la mauvaise gestion de l'eau et des ressources notamment en zone rurale est source de fragilité qui est toujours préjudiciable au développement. Il a indiqué qu'«il existe des preuves palpables que les pays ayant vécu des conflits n'ont pas pu réaliser les OMD».

Quant à Alexander Bakalian, responsable des services et développement urbain à la Banque mondiale, il a mentionné le besoin de professionnaliser les services d'accès à l'eau au profit des populations rurales.

Il a fait remarquer le choix opéré par plusieurs gouvernements qui investissent en zone urbaine abritant beaucoup d'ingénieurs mais rechignent, par peur de manque d'expertise, à réaliser les mêmes investissements au profit du monde rural.

«Nous devons savoir que les pauvres se trouvent en zone rurale. Alors, si nous voulons surmonter la pauvreté, nos efforts doivent mettre l'accent sur les populations rurales».

Ce forum regroupe plus de 500 participants de différents secteurs pour partager les idées, apprendre des expériences des autres dans la perspective d'un accès à l'eau pour tous au moins à l'horizon 2030.

Lancement à Abidjan d'un nouveau guide sur les droits à l'eau et l'assainissement

By Isaiah Esipisu

Ce vendredi 2 décembre 2016 sera lancé un nouveau guide pour aider les populations locales des pays en développement à réaliser leurs droits à l'eau et l'assainissement. Ce lancement sera réalisé par WaterAid (ONG internationale) en collaboration avec l'UNICEF et d'autres ONGs.

A en croire Louisa Gosling, responsable des questions de qualité des programmes de WaterAid, l'ONU a déjà reconnu l'accès aux services d'eau et d'assainissement comme un droit humain fondamental. Cela signifie que les gouvernements

du monde sont tenus d'assurer l'accès pour tous à ces services de base. «Mais cela ne suffit pas pour autant» a-t-elle dit lors du 7^{ème} forum sur les services d'eau et d'assainissement en zone rurale (RWSN). En effet, selon Louisa «Il nous faut des directives pour concrétiser cela (implications sur les engagements du gouvernement au niveau national; sur les droits des populations; sur leurs activités quotidiennes des populations)».

La résolution A/RES/64/292 de l'assemblée générale des Nations Unies en date du 28 juillet 2010, déclarait l'accès aux services d'eau et d'assainissement comme un droit humain fonda-

mental à la vie et la réalisation des autres droits humains.

Les organisations suivantes sont aussi impliquées dans l'élaboration de ces directives: WASH United, Institute for Sustainable Futures, End Water Poverty et Rural Water Supply Network.

La directrice des droits humains de WASH United, Hannah Neumeier a indiqué que l'administration publique a toujours des problèmes quand on parle de droits humains en poursuivant en ces termes: «les droits humains sont juridiquement contraignants mais aux yeux des communes, ils sont dans le meilleur des cas [perçus] comme

un concept abstrait qui ne comporte aucune valeur pratique».

«C'est pour cette raison que nous nous sommes évertués à comprendre non seulement pourquoi souvent les autorités locales hésitent sur les questions de droits humains mais aussi ce qu'elles jugent important»

Ce guide explique le mot 'droits' dans des termes simples dénué de tout jargon.

Ce document a pour objectif d'inspirer et orienter les acteurs (collectivités et communautés locales) pour faire de l'accès universel à l'eau et l'assainissement une réalité.

Le projet de matérialisation des droits (Making Rights Real) a été possible à travers l'appui financier de 'People's Postcode Lottery'.



Pompes manuelles: BluePump et LifePump, deux innovations aux atouts séduisants

Face aux problèmes que connaissent les pompes manuelles traditionnellement connues et répandues, des chercheurs ont tenté avec succès de trouver des solutions. Aujourd'hui, deux nouveaux types de pompes révélés au 7^e RWSN présentant de nombreux atouts font leur apparition.

Dans plusieurs pays, l'utilisation des pompes manuelles connues sur le marché connaît des limites. Avec India Mk II, Afridev ou d'autres types de pompes, dans certaines régions, de nouveaux défis sont apparus ces dernières années. Au nombre de ces défis, on peut citer la corrosion avec des PH parfois élevés par rapport à la norme. Cette situation peut avoir des conséquences énormes parce qu'elle peut conduire à la perte des investissements. Si des solutions ont été trouvées pour relever ce défi en ce qui concerne les forages dont la profondeur n'excède pas 45m (avec l'utilisation des matières plastiques), au-delà, à cette étape de la technologie, rien n'était possible.

Mais, c'est sans compter avec les avancées de la recherche.

Aujourd'hui, avec les résultats de l'évaluation de la BluePump développée par la Fondation Fairwater, présentés par Tim Foster de l'Université de Sydney, le monde des acteurs de l'eau peut se réjouir. Expérimentée dans 11 pays d'Afrique, la BluePump à tube PVC constitue une réponse à la corrosion qui était jusqu'e-là, une difficulté majeure. Sur les 142 pompes inspectées, l'étude comparative a montré que les 72 BluePump présentaient les meilleurs résultats sur les aspects techniques, la perception des populations utilisatrices...

Avec les résultats publiés cette semaine, on retient surtout que la marque BluePump obtient le taux de fonctionnalité le plus fort avec 67% alors que India MKII recueille 61%, le niveau de satisfaction des populations est de 97% et les communautés avouent avoir une facilité pour son utilisation.

Avec ces résultats, la BluePump apparaît comme celle ayant une technologie «robuste». C'est aussi le cas de LifePump qui est une nouvelle pompe apparue sur le terrain depuis trois ans.

Sortie par Design Outreach, LifePump est aussi une technologie innovante parce qu'elle est une pompe solide qui peut aller à une profondeur de plus de 100 m. Elle présente également des caractéristiques très intéressantes en matière d'acceptabilité, de capacité ou de durabilité. L'étude commanditée

par World Vision au Malawi a prouvé les bons résultats. Les évaluateurs indépendants ont au terme de leurs travaux, conclu que LifePump ne présentant aucun signe d'usure après 30 mois d'utilisation quotidienne.

Alain TOSSOUNON (Bénin)



Comité de rédaction / Editorial board

Alain Tossounon, Isaiah Espisu

Traduction / Translation: Naba Kambou

Graphisme / Graphic design: Martin Laeng

Imprimerie / Printing house: Digiprint

Coordination: Maïmouna Tall

Website: <https://rwsn7.net/>

Twitter: @ruralwaternet #RWSN7

Media: <https://rwsn7.net/media-corner/>